

L'ÉVÉNEMENT

Hebdo

N° 483 / 12^{ème} année. mercredi 11 juin 2003

Prix : 200

ENVIRONNEMENT

La ville Kiffa sous le signe de l'eau douce

Fidèle à une tradition établie depuis quelques années, une équipe de la Représentation du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) dans notre pays, avec à sa tête Madame Cécile Molinier, Représentante de l'Agence et Coordinatrice du Système des Nations-Unies, a célébré le 05 juin dernier, dans la wilaya de l'Assaba la journée internationale de l'Environnement. Une journée placée sous le thème de l'eau douce, en écho à l'année internationale de l'eau douce proclamée par l'Assemblée générale des Nations-Unies. Un thème et une problématique qui se posent avec acuité à Kiffa, une région semi-désertique au contexte hydro-géologique difficile.

Située à l'est du pays à quelques 600 km de la ville de Nouakchott, sur la route de l'espoir, et à quelques centaines de kilomètres de la frontière malienne : Kiffa, capitale de l'Assaba, garde encore quelques traces de sa grandeurs passée autour des vieux quartiers de la Khadima, l'ancienne cité mais aussi le cœur de la ville. C'est encore là, malgré le temps qui passe, que se retrouve concentré, la majorité des édifices et services administratifs. La ville compte près de quelques centaines de milliers

d'habitants, une des plus forte concentration humaines de l'Est mauritanien. mais côté infrastructures, le tableau n'est encore guère reluisants. La ville ploie à ce jour sous le poids de nombreuses lacunes, dont le manque criant d'accès des populations à l'eau potable. Ici, il n' a pas encore d'eau courante. Il en existe à la place de nombreuses charrettes à eau, et deux camions-citernes de la municipalité, en charge d'approvisionner les habitants en ce précieux liquide, depuis des stations de pompages et quelques puits à Lemtar, à l'extrême ouest de la ville.

2,8 millions de personnes meurent chaque année des suites de maladies causées par des conditions sanitaires insuffisantes et de l'eau insalubre

Mais, depuis la dernière visite présidentielle, dans la région, en décembre 2002, qui avait vu la pose de la première pierre du futur réseau d'adduction les populations gardent espoir... C'est dans ce contexte particulier de pénurie d'eau et de galvanisation de lendemains enchanteurs, que " la ville de Kiffa à été choisi pour abriter les festivités marquants la célébration le 05 juin dernier de la journée internationale de l'Environnement ", a déclaré le Ministre du Développement rural et de l'environnement, Ba Bocar Soulé, devant un parterre de personnalités et d'élus locaux de la ville, dont le Wali de l'Assaba, Jiddou Ould Mini, le maire de Kiffa, Mohamed Yeslem Ould Mohamed Lemine, ainsi que de membres de la société civile et de partenaires au

Développement, notamment la Représentante du PNUD et Coordinatrice du Système des Nations-Unies, Madame Cécile Molinier, la Présidente de l'Ong Eden, etc. Outre Madame Cécile Molinier, la délégation du SNU comprenait également Marième Bekaye, responsable Environnement du PNUD, Bâ Moussa Sidi et EL Alem Ould Ahmed Khalifa, respectivement, responsables de la Communication du PNUD et de la FAO.

Prenant la parole la Représentante du PNUD s'est déclarée réjouit de s'adresser, en cette occasion, aux populations de Kiffa. Elle a présenté avec des statistiques à l'appui un vibrant réquisitoire sur le problème crucial de la pénurie de l'eau et une promotion des actions permettant d'y faire face : plus de 18% de la population mondiale (soit 1 milliard de personnes) n'ont, fera-t-elle remarquer, toujours pas accès à l'eau potable sur une base régulière. Tandis que c'est 2,4 milliards de personnes, eux, qui n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquats. Ainsi quelques 2,8 millions de personnes vivant essentiellement dans les pays en développement meurent chaque année des suites de maladies causées par des conditions

sanitaires insuffisantes et de l'eau insalubre. Résultat : quelques 6000 enfants sont chaque jour victimes de maladies liées à l'insalubrité et à la précarité des services d'assainissement et d'hygiène. Tandis que c'est 250 millions de

personnes qui souffrent chaque année de tares d'origines hydriques.

L'accès limité à l'eau potable dira-t-elle, outre ses effets sur la

Suite page 9

ENVIRONNEMENT

santé et la sécurité alimentaire, a également une certaine influence en milieu rural sur l'éducation des jeunes filles, en charge de la lourde tâche de puisage et de transport de l'eau sur de longs parcours".

"L'eau, a ajouté Madame Molinier, est un problème à caractère multidimensionnel, qui représente, désormais, une priorité pour la communauté internationale". Comme en témoigne, sans doute, l'un des huit objectifs fondamentaux de la Déclaration du millénaire adopté par les gouvernants en septembre 2002 à New York, et qui visent à " Réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable. Une déclaration de principe qui nécessite des ressources substantielles et des efforts conjugués de la part des gouvernements, des consommateurs et des investisseurs.

Face aux nombreuses catégories de consommateurs et d'usagers (domestique, agricole, industriel), une situation qui n'a pas manqué pas selon M. Molinier de voir la consommation d'eau augmenter en flèche par rapport à l'offre avec comme conséquences fatale la surexploitation des eaux souterraines et une baisse du niveau des nappes phréatiques. A l'arrivée, l'or bleu est devenu tout simplement une ressource limitée. Partant de ce constat fort amer, M. Molinier a plaidé pour une répartition et gestion efficiente des ressources en eau, garantissant avant tout la " satisfaction des besoins fondamentaux de chaque être humain " mais surtout pour un rôle majeur des communautés. Car, dira-t-elle " c'est la façon d'utiliser et de gérer leurs ressources dans leurs propres communautés qu'il sera possible de s'attaquer à ce problème d'une manière efficace ". la Représentante a enfin loué les progrès accomplis par la Mauritanie durant la dernière décennie dans le domaine de l'accès à l'eau potable. Mais a-t-elle indiqué les efforts doivent être encore poursuivis en milieu rural, où à ce jour deux ménages sur trois s'approvisionnent en eau à partir de systèmes traditionnels (puits).

Auparavant Jemila Welid, Présidente de l'ONG EDEN (Environnement, défense de l'eau et de la nature), laquelle, cette année, à été choisie pour parrainer cette manifestation régionale à Kiffa a prononcé une allocution dans laquelle, elle s'est félicitée de ce choix " qui illustre selon elle, l'intérêt grandissant que les pouvoirs publics portent, depuis des années, à la promotion, l'élargissement, le rôle et de la participation des ONGs nationales, en tant qu'acteurs du développement socio-économique du pays ". un choix qui traduit également selon la Présidente " la confiance, au travers de l'appui du PNUD, des partenaires extérieurs aux capacités de son ONGs, à assurer pleinement le rôle de sensibilisation et d'encadrement qu'elle s'est assignée ".

Maîtrise et gestion de l'eau à Kiffa : l'ONG EDEN se distingue

Les festivités marquant cette journée internationale de l'environnement à Kiffa a été ponctuée de la visite du Site de Bou M'Lana (une palmeraie située à 10 Km, au Sud-Est de Kiffa), où l'ONG Eden à implanté avec l'appui financier du PNUD système d'irrigation " goutte-à-goutte ". un procédé révolutionnaire dans environnement où, chaque jour l'eau se fait rare. Le procédé consiste à apporter l'eau sous faible pression jusqu'aux racines des plantes potagères et maraîchères de ces " cultures sous oasis ", et à la redistribuer au compte-goutte. Il permet, lit-on dans une brochure de promotion de cette technique, offerte par l'ONG EDEN, d' " assurer une alimentation optimale des plantes, d'économiser du temps et de l'eau jusqu'à 75% de plus que les systèmes d'irrigation traditionnels ". Les festivités marquant la célébration de cette journée internationale de l'environnement à Kiffa ont été closes par un déjeuner offert par le wali de la wilaya à ses hôtes.